

ANDREFF, Vladimir. *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993,447 p.

Paul Pilisi

Volume 25, numéro 3, 1994

Les politiques extérieures des États non souverains : convergences et divergences

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703363ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703363ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1994). Compte rendu de [ANDREFF, Vladimir. *La crise des économies socialistes : la rupture d'un système*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993,447 p.] *Études internationales*, 25(3), 605–607.  
<https://doi.org/10.7202/703363ar>

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

**La crise des économies socialistes : la rupture d'un système.**

ANDREFF, Vladimir. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1993, 447 p.

L'essai volumineux propose des éléments de réponse à la « question de savoir si, au niveau économique... on peut établir une relation entre une crise économique plus ou moins longue des pays socialistes et la rupture récente du système dans son ensemble. » (p. 8)

Débutant par l'émergence d'une pensée économique socialiste pré-marxiste, en arrivant à la désintégration des économies des pays de l'Est, l'auteur émettra les éléments de réponse en fonction de l'approche théorique liée aux concepts de déséquilibre et de pénurie. Au niveau d'analyse, les catégories qualifiées de « téléologique » et « génétique » sont favorisées en vue de suivre la mutation des économies socialistes.

Le premier chapitre est consacré aux fondements théoriques de l'économie socialiste. Les auteurs pré-marxistes, comme Cabet, Owen, Godwin, Saint-Simon, Sismondi ou Proudhon, etc., avaient déjà exposé leurs idées, entre autres, sur la répartition de la richesse, la suppression de la monnaie, le coopératisme, la propriété privée, l'organisation et la rémunération du travail, le rôle de l'État dans l'économie. Les éléments de ces conceptions économiques, sous formes modifiées ou réadaptées, seraient intégrés dans la théorie critique économique de Marx, tout comme dans la prati-

que économique de l'URSS et des pays de l'Est.

Le deuxième traite du système économique soviétique stalinien dont les caractéristiques telles que la collectivisation forcée comme ses effets, la planification centralisée et, en général, les dysfonctionnements de l'économie soviétique sont bien connus.

Le troisième chapitre passe en revue des « réformes économiques partielles », notamment celles de type centralisatrice en URSS, décentralisatrice en Allemagne de l'Est et le nouveau mécanisme économique en Hongrie. L'échec de ces réformes, y compris l'économie autogestionnaire yougoslave, et leurs effets sont étalés pays par pays. Il convient de souligner avec insistance que l'approche exclusivement économique de ces réformes peut conduire à l'affirmation qu'une « réforme partielle ne peut réussir » (p. 178). Une approche plus large permet de constater que, dans tous les cas, ces tentatives de réformes, de par la nature du système, avaient provoqué aussitôt des changements politiques et sociaux. (Budapest 1956, Prague 1968) Les événements récents survenus dans cette région ont fourni une réponse explicite à la question de savoir si ce type de régime était réformable ou non.

La problématique de la régulation (iv<sup>e</sup> chapitre) économique mixte est étroitement liée aux économies socialistes « officielles » et « parallèles ». Ce phénomène de dédoublement met en relief non seulement la « deuxième » économie (économie de l'ombre en ex-URSS, P.P.), mais aussi le marché noir sous toutes ses formes, les inéga-

lités salariales et les conflits sociaux. Cet état de fait, nié auparavant par les partis communistes, en plus de provoquer des déséquilibres et l'impossibilité de planifier l'impact d'une crise pétrolière par exemple, renvoie le lecteur au cœur de la problématique: la crise. Elle constitue l'objet du v<sup>e</sup> chapitre et l'auteur souligne avec objectivité et justesse que la crise « économique générale » reste fondamentale dans l'éclatement des pays de l'Est et de l'URSS. Les statistiques de ce chapitre illustrent amplement la gravité de la situation économique et par conséquent celle de la société. En 1990 les prix ont augmenté en Hongrie et en Pologne respectivement de 18,9 % et de 584,7 %, tandis que les salaires ont fléchi de -1,0 % et de -24,4 %. Il est à remarquer qu'en Yougoslavie en 1989 l'inflation était de 256 % (p. 286). Le sombre tableau économique que l'auteur a dressé à la lumière des données quantitatives devient la toile de fond dans lequel s'effectuait le changement des régimes dans la plupart des pays concernés. (p. 301)

L'évocation, l'analyse des éléments théoriques relatifs à l'explication de la crise, laquelle s'achemine vers la rupture sont contenues dans le vi<sup>e</sup> chapitre. Transition, mutation, rupture..., les considérations d'ordre épistémologiques cèdent la place aux réalités comme thérapie de choc, privatisation, restructuration ou absence des conditions requises pour la réussite des grandes privatisations. (p. 378)

« Entre le capitalisme libéral et l'économie sociale de marché, il y a plus qu'une nuance. Se pose alors la question de savoir si tel ou tel aboutissement vaut de supporter les coûts

économiques et sociaux aujourd'hui imposés par le processus de transition sur la durée. Cette question provoque des fractures déjà perceptibles dans le consensus quasi unanime au début de la transition ». (p. 412)

Ce passage semble exprimer non seulement des difficultés d'ordre économique de la transition mais aussi l'état d'âme des populations mal informées, désinformées en attendant une amélioration rapide de leur situation. Désillusion vis-à-vis de l'Occident en récession qui les a pourtant cédées à tour de rôle à Hitler et à Staline, créancier des dettes accumulées par les régimes communistes. L'auteur signe l'essai le 28 février 1993.

En général, l'ennemi no 1 de la plupart des publications récentes sur les pays de l'Est demeure le temps. L'auteur reconnaît lui-même que plusieurs ouvrages de référence (y compris les siens) remplis de pronostics ont été déjoués par les « mutations rapides » à « peine l'encre sèche ». (p. 423)

Il s'agit d'un livre d'économiste ne s'occupant que de l'objet de la science économique. En ce qui concerne les « réformes économiques partielles » (iii<sup>e</sup> chapitre), il est difficile d'accepter ou d'admettre le terme « réforme » ou encore les affirmations que voici: « Ou encore l'académicienne soviétique Tatiana Zaslavskaya soutenait en 1985 que l'agriculture devait être réformée avant l'industrie: les cas de la Hongrie et de la Chine viennent à l'appui de cette hypothèse. » (p. 179). Il ne s'agit nullement d'une question de réforme, du moins pas pour la Hongrie; la Chine, par exemple a repris ce « modèle », mais tout

simplement par la légalisation d'une pratique tolérée par le parti, au même titre que le marché noir. C'est sous le poids de la contrainte que le Comité Central du Parti hongrois a légalisé les petites entreprises et organisations dès 1982. Le présumé auteur du « Rapport de Novossibirsk », Tatiana Zaslavskaya, devenue conseillère de Gorbatchev se rendait très souvent en Hongrie y étudier l'efficacité de l'agriculture (privée) hongroise appliquée ensuite à d'autres secteurs de l'activité économique. (Cf. Pilisi, P., « Le rôle des facteurs internationaux dans la législation des petites entreprises en Hongrie », dans *Études Internationales*, volume XVIII, no 4, décembre 1987, pp. 717-739)

Même si une grande partie de l'essai est consacrée au passé des économies socialistes, les problèmes cruciaux de la période de transition, comme la question des restitutions et de la privatisation (pp. 374-394) sont mis en relief avec statistiques à l'appui.

Certes, il s'agit d'un livre destiné, en premier lieu, aux étudiants en sciences économiques. Cependant les étudiants d'autres disciplines en sciences sociales utiliseront avec profit ce manuel bien rédigé et documenté.

Paul PILISI

Département des sciences humaines  
Université du Québec à Chicoutimi

**Le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe.**  
**Colloque tenu à Bercy les 21, 22, 23 mars 1991.**

COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE. Paris,  
Ministères de l'Économie et du Budget,  
1993, 856 p.

L'avènement du Marché unique européen le 1<sup>er</sup> juin 1993 et le centenaire de la loi Méline sont l'occasion pour la tenue à Bercy le 3 juin 1992 d'un colloque sur le commerce extérieur français depuis 1890. Organisé par les deux regroupements de chercheurs qui ont édité l'ouvrage, il manifeste leur intérêt pour un sujet envers lequel est depuis des lustres installé en France un sentiment solidement ambivalent. Peu prisé dans une culture nationale influencée par les valeurs nobiliaires, supporté comme une fatalité à laquelle ne saurait échapper la société moderne, perçu comme une occupation d'appoint, au mieux une source éphémère ou aléatoire de revenus, le commerce extérieur est le mal-aimé de l'économie, elle-même ne jouissant pas d'une grande estime auprès du public.

Longtemps le discours officiel a été celui de l'exaltation de la société de l'équilibre et de l'autosuffisance : repoussant l'industrialisation à outrance, génératrice de brutales crises économiques et de ferments révolutionnaires, la France aurait sagement veillé à la conservation de son agriculture ainsi qu'au mode de vie qui s'y rattache. L'idéal du maintien d'un couple ville-campagne, stable parce que fondé sur la complémentarité,